

BURE : LE SILENCE EST D'OR

Faire accepter la poubelle du nucléaire à coup d'argent public

Par Emmanuel Sanséau

Dans la Meuse, où l'État compte cacher les déchets radioactifs les plus dangereux de France, des sommes colossales d'argent public abreuvent une campagne dépeuplée. Les euros coulent à flots, non pas pour les écoles, qui ferment, ni pour les hôpitaux, qui périclitent. Mais des millions de subventions pour les clubs sportifs, les associations de chasseurs ou les salles des fêtes... Ainsi espère-t-on enterrer l'opposition des riverain·es à Cigéo, projet vaseux d'enfouissement de la question du nucléaire. Or l'achat des consciences n'est pas la seule arme pour réprimer celles et ceux qui résistent : depuis septembre 2016, [une pluie de procès](#) s'abat sur les opposant·es à Cigéo. Mardi 12 juin 2018, ce sont encore cinq personnes qui passent au tribunal, et le 26 juin, ce sera le délibéré pour treize personnes arrêtées en mars et jugées le 23 mai dernier ([plus d'infos ici](#)). Alors que, [le 16 juin prochain, se prépare une journée d'action à Bar-Le-Duc \(Meuse\)](#), Jef Klak décortique les plus que douteuses méthodes employées par l'État et le secteur du nucléaire pour imposer la fuite en avant énergétique.

*

Pour un historique de la lutte contre le projet de poubelle nucléaire (Cigéo), on lira « [“Il faut avoir créé un désert agricole pour bâtir un cimetière du nucléaire”](#). Discussion croisée avec des opposant·es au nucléaire et au projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure », Émilien Bernard et Ferdinand Cazalis, 11 août 2016, *Jef Klak*.

« Le curé ? Ça fait un moment qu'il n'y en a plus ici. » Sur le parvis qu'ombrage le clocher de l'église Saint-Pierre, face aux quatre colonnes en pierre de taille, Claire*¹ entretient les plantes. « Ils le font venir de Joinville [à 20 km de là, NDLR] pour la messe du dimanche. Vous connaissez la situation économique en France, non ? » À l'intérieur, au travers des vitraux flambant neufs, le soleil d'avril embrase la nef vide d'un éclat doré. Face aux deux travées de bancs repose l'autel marbré sous un voile transparent. on n'ose toucher les murs tant la peinture, blanche et bleu ciel, semble encore fraîche. Autour de l'édifice : personne. Ici, à Cirfontaines-en-Ornois, près de Bure (Meuse), seul le vrombissement des tracteurs vient troubler le silence.

« Je m'en vais empoisonner le paysage ! » Jean* est apparu dans un vieil engin rouge attelé à un pulvérisateur à pesticides. « L'église ? C'est la peinture au fond qui a été refaite avec l'argent de l'Andra », assure le sexagénaire. L'église, mais aussi la mairie et le gîte adjacent, rutilants, retapés aux frais de la filière nucléaire. Sans oublier le logement communal, une rue et un chemin forestier, l'aire de jeux derrière l'église, le cimetière et un parking. « On reçoit des subventions, ajoute Jean. Ça représente autour de 40 000 euros sur le budget de la commune et 600 euros par habitant. C'est pas rien ! » Peuplé de 74 habitant·es, Cirfontaines roule sur l'or.

On a dit de la Meuse qu'elle est un territoire « déshérité », « défavorisé », « désertifié », « ravagé », éventré par l'agrobusiness et la désindustrialisation. Il y a là « un vide humain », a écrit un sociologue² : ses habitantes la quittent depuis près de deux siècles. « C'est le pire endroit au monde », a précisé l'un d'entre eux à la radio³. « Tout le monde est dans la panade », a renchéri le syndicat Coordination rurale 55⁴ : le nombre de producteurs et productrices de lait s'y est écroulé d'un tiers entre 2003 et 2013. La région est « la plus touchée par la désindustrialisation en France », a confirmé le Conseil économique et social de Lorraine : liquidées, l'entreprise Sodetal et ses 152 ouvriers-es ; « restructurée », la filature de Bar-le-Duc, « sur la sellette », l'usine de fil d'acier ArcelorMittal...

C'est donc ici que sera construit le plus grand projet d'enfouissement que la France ait jamais connu. Le Centre industriel de stockage géologique (Cigéo), à Bure, où l'on enterrera les déchets nucléaires les plus dangereux du pays. C'est « moins de 4 % du volume total des déchets [...], mais ils concentrent 99 % de leur radioactivité », signale l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), responsable du projet. Ils y reposeront pour l'éternité. Ainsi le Parlement a-t-il eu l'idée d'un « accompagnement économique et financier » de la région. Depuis le début des travaux, on estime à un milliard d'euros les aides publiques versées en Meuse et dans le département voisin de la Haute-Marne. Car il n'en va pas seulement de la survie de la filière nucléaire : à en croire le gouvernement, c'est une affaire de « reconnaissance de la Nation⁵ ».

Le trou le plus cher de l'Histoire

La France, deuxième producteur au monde d'électricité d'origine nucléaire, croule aujourd'hui sous 1,46 million de m³ de déchets radioactifs. À la fin des années 1960, elle en a déversé plus de 14 000 tonnes au large de la Galice et de la Bretagne. Avec le Centre national d'études spatiales, elle a « sérieusement » étudié leur envoi dans l'espace, jugeant au final « qu'on ne peut pas prendre le risque qu'une fusée rate »⁶. Plus tard, un géologue entendu par le gouvernement proposait de les déverser dans des pays pauvres « moyennant compensation financière⁷ ». Puis vint la brillante idée d'enterrer tout ça sous le tapis de la croûte terrestre.

Dix ans avant le début des travaux à Bure, en 1990, le gouvernement Rocard suspendait quatre programmes d'enfouissement face à l'opposition des riverains-es. À sa demande, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPCST) a produit 367 pages de recommandations sur « l'acceptabilité sociale » d'un tel projet⁸. En premier lieu, il faudra construire « au moins deux laboratoires⁹ » de recherche pour déterminer le meilleur site de stockage définitif, prévenait le rapport. Puis, aux « peurs irrationnelles » des riverains-es, on opposera « un supplément de démocra-

tie » en consultant les élu-es locaux/locales et, surtout, un déluge de subventions. Les travaux pour un unique « laboratoire » à peine lancés à Bure, deux Groupements d'intérêt public (GIP) sont créés en 2000, financés par les producteurs de déchets. Ces dix dernières années, le GIP « Objectif Meuse » a versé à lui seul plus de 271 millions d'euros aux collectivités territoriales, entreprises et associations du département. Évidemment, « il ne s'agit pas [...] d'acheter le consentement des populations concernées », assurait le rapport : il en va bien plutôt de « la solidarité nationale »¹⁰.

Pendant les trente années de débats parlementaires qu'a englouties le projet Cigéo, les élu-es ont cité Aimé Césaire, Pierre Mendès France, Jean de la Fontaine ou le Dalai-Lama. Ils et elles ont souvent ri, ont dit « bravo » et ont su se féliciter de leur « souci de responsabilité vis-à-vis des générations futures ». Cigéo est un « trou », a expliqué un sénateur. On y entassera 80 000 m³ de déchets à 500 m de profondeur dans le Callovo-Oxfordien, une couche argileuse vieille de 160 millions d'années. 80 000 m³, c'est « 283 m de large sur 283 m de long sur un mètre d'épaisseur », a expertisé un député. Ou « un cube de trente mètres sur trente », a rétorqué un autre. Les déchets y resteront dangereux pendant « plusieurs millénaires » ou « des centaines de milliers d'années » ou « un million d'années au moins », c'est selon¹¹. Le coût du projet est estimé à « 25 milliards d'euros » ou « entre 13,5 et 16,5 milliards » ou « 34,5 milliards », on se cherche¹². L'Égypte antique a laissé les pyramides, la France léguera « le trou le plus cher de l'histoire ».

Les paysan·nes meurent en silence

« Vous savez combien ça coûte un tracteur ? Au moins 300 000 euros ! » Cet après-midi, Claire est passée aux fleurs du monument aux morts de Cirfontaines. Elle a consacré vingt ans de sa vie à son exploitation laitière. Comme ses parents, elle a vendu son lait au groupe Lactalis « pour faire du Brie de Meaux. Vous imaginez le cahier des charges ? Ils nous imposent beaucoup trop de choses pour le peu qu'on est payé. Mais il n'y a plus qu'eux dans la région, les paysan·nes n'ont pas le choix ». Claire raconte les réveils au milieu de la nuit, le salaire de crève-la-faim, le travail qui engloutit « 90 % de son temps », la maison qui passe en dernier, les premières vacances qu'elle a pu s'offrir à 40 ans. « C'était une descente aux enfers. Par rapport aux prix surtout. Moi, quand je me suis installée ici, je gagnais largement ma vie. Mais tout ce que j'ai gagné, je l'ai perdu ces dix dernières années. Tout est parti sans qu'on s'en rende compte. »

Ici comme dans le reste de la France, la plupart des sites de transformation du lait appartiennent à de grands groupes comme Lactalis ou Bongrain. Suspendues aux aléas des marchés depuis le démantèlement de la Politique agricole commune (PAC), les petites exploitations s'appauvrissent, s'endettent, disparaissent. « On était cinq

exploitant-es agricoles ici, ajoute Claire. Je suis la dernière à avoir arrêté. Il y en a un qui a pris sa retraite, un autre a vendu ses terres à l'Andra. Moi, j'étais à deux doigts de me passer la corde autour du cou. Vraiment. Alors vous me demandez ce que je pense de Cigéo ? Ben, on n'a pas le choix. Ils arrosent pour que les gens se taisent, c'est tout. Mais c'est pas en mettant des trottoirs dorés qu'on arrivera à quelque chose. C'est sûr qu'on a de beaux villages, mais il n'y a plus personne dedans. »

La route vers Bure traverse Mandres-en-Barrois, 127 habitant-es. Les lampadaires flambant neufs parsemés dans le village arrachent à Catherine* un maigre sourire. « Écoutez, il y a sept habitant-es au km², c'est pour ça qu'ils sont venus s'installer ici... Ça fait trente ans que je suis dans le bétail et vingt-huit ans que je suis contre le projet. Je suis pas dans une asso, je suis juste moi, toute seule. » Catherine le connaît par cœur, le sol meusien. Elle sait aussi que les risques d'incendie, d'explosion, de rejets radioactifs ou d'infiltration d'eau qui s'amoncellent sous ses pieds se sont avérés bien réels sur des projets similaires – dans le centre WIPP aux États-Unis, la mine d'Asse en Allemagne, le site Stocamine du Haut-Rhin. « C'est de l'argile tout ça, ça va forcément s'affaisser. Ils nous parlent de leurs avéoles qui scelleront les déchets, que tout va être bétonné, sécurisé. C'est des salades. »

La Nation se montre « reconnaissante »

C'est près du laboratoire, hérissé de fils barbelés et de vigiles privés, qu'on prend la mesure de « *la solidarité nationale* ». Ici se dresse l'Espace technologique de l'Andra, simulacre de musée composé de deux vigiles et zéro personnel, où des vidéos sur l'innocuité de Cigéo tournent dans le vide. Non loin, domine l'hôtel trois étoiles évoquant un greffon de la Silicon Valley planté en rase campagne, généreusement financé par le GIP « Objectif Meuse ». Tout près, s'étend le restaurant où des cadres de l'Andra égrenent leurs mots-clés comme « *dîners avec le maire de Bure* », « *insertion des territoires* » et « *greenwashing* ». Et le serveur qui, interrogé sur la profusion de flicaille dans le secteur, répond doctement « *qu'ils ont installé un escadron dans l'enceinte du laboratoire, une aubaine pour le commerce !* »

Chez Jacques, on est accueilli par des aquarelles, une peinture à l'huile du mont Canigou et des statues d'argile. En soixante-douze ans, il a été éleveur de chèvres, maçon, chauffeur dans l'armée, sculpteur et, surtout, le dernier épicier de Bure. « *J'avais un car de douze mètres de long. Ça s'appelait "supermarché-bus", on faisait la tournée des trois départements. J'ai arrêté au passage à l'euro, ce n'était plus rentable. Il y avait plus de monde à l'époque. Maintenant les jeunes partent à la ville. Il n'y a plus rien ici, pas de débouchés. Rien.* » Jacques voulait construire un gîte, « *mais ça ne va pas fonctionner. J'ai encore une K7 où ils nous promettaient un lac artificiel avec des palmiers et des bateaux !* ».

La maison de Jacques est coincée entre la mairie de Bure, la Maison de la résistance – dont les opposant-es à Cigéo a été récemment perquisitionnée¹³ – et deux fourgons de gendarmerie. On compte ici 82 habitant-es, quatre maisons à vendre et sept en ruines. Pour autant Bure a la fibre optique, des trottoirs et des lampadaires rutilants, une mairie rénovée, un presbytère réhabilité, un nouveau réseau d'eau potable et une salle des fêtes clinquante. Comme toutes les communes situées à moins de dix kilomètres du laboratoire, elle reçoit une dotation de 480 euros par habitant-e. « *L'Andra est partout, lâche Jacques, excédé. Elle arrose les clubs de foot, les associations. Le voisin du dessus, Marcel, leur a vendu son terrain il y a deux ou trois ans. Pourquoi on a besoin d'un hôtel de quinze chambres dans un village comme celui-ci ? Qu'est-ce qui peut justifier des sommes pareilles ?* »

Il reste qu'on ne fait pas taire une région à la seule force du porte-monnaie. Ces deux dernières années, la criminalisation des opposant-es à Cigéo a pris des airs kafkaïens. Des dizaines de personnes ont été poursuivies en justice. Ici, un agriculteur est condamné à deux mois de prison pour avoir prêté du matériel aux anti-nucléaires. Là, un homme de 29 ans est poursuivi pour « transport d'armes » après avoir été contrôlé en possession de deux opipels, un câble électrique et... une pelle à tarte. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État à la transition écologique, a beau avoir annoncé la tenue d'un énième « débat national » cet automne¹⁴, car « *il y a urgence à concerter* », on sait bien ici que, dans la bouche des aménageurs, le « débat public » ne sert qu'à faire avaler la pilule¹⁵. Mobilisé-es depuis le début du projet qui a été décidé sans en exposer les enjeux réels aux habitant-es ni au reste de la population française, les opposant-es, préparent donc en riposte une « énième » **manifestation contre la « poubelle nucléaire » le 16 juin.**

« Il nous ont bien enfumé-es »

À l'entrée de Montiers-sur-Saulx se dressent deux pancartes indiquant « *Village à l'agonie* » et « *Désert sur Saulx* ». Ses habitant-es ont beau vivre à huit kilomètres de Cigéo, le Conseil départemental vient d'annoncer la fermeture de leur collège pour cause de « *baisse des dotations de l'État* ». Jadis, Montiers avait un bar-restaurant, un hôtel, une boulangerie, un cabinet de médecine, une boucherie, un bureau de tabac et une gendarmerie. « *On avait tout. Il ne manquait qu'une pharmacie* », assure Daniel. Le quinquagénaire agité avait ici une usine de meubles, avant d'être élu maire de Montiers.

L'église sonne dix coups. Daniel tend le bras vers une fenêtre de la mairie. « *L'Andra et le secrétaire général de la préfecture sont venus en 1994 dans cette salle-là. Ils nous ont dit : "On va vous faire un accompagnement économique, du développement économique, vous allez avoir tout, tout, tout nickel." À l'époque, j'étais adjoint, on était 570 habitant-es. On ne s'est pas occupé des détails scientifiques. On se disait, que ce soit ici ou à 500 bornes, de toute*

façon si un jour ça pète, ça pète... Pourquoi ne pas profiter, après tout, le village et aussi le canton ? J'étais pas plus anti-labo que ça à l'époque, je travaillais même beaucoup avec eux. J'y croyais. Et aujourd'hui, je ne fais que constater : on est 370 à être resté-es, et tous les commerces sur place ont fichu le camp. »

Lorsque le Parlement a débattu des mesures d'accompagnement économique pour la région, les élu-es ont diserté sur la « *dignité des populations* » et la « *fierté des départements concernés* ». On la tenait, la solution à la « *spirale infernale de la désertification* ». Voilà que Cigéo, « *une vitrine scientifique, technique et intellectuelle* », allait produire des « *transferts technologiques majeurs* », « *diffuser du savoir* » et « *créer des emplois dans ces territoires* ». Un député a aussi dit « *plus c'est gros, plus cela passe* »¹⁶. Quand Daniel a demandé de l'aide pour conserver le col-

lège de Montiers, l'Andra a répondu « *On ne peut pas* ». Et le maire de Montiers d'en conclure : « *Ils nous ont bien enfumé-es. Bon, il y a quand même trois personnes de Montiers qui bossent au labo... Et un couple qui est venu s'installer ici pour y travailler. Ce que je pense franchement, comme disent les anti-labo, c'est qu'on est en train d'assécher le territoire.* »

C'est du haut de la colline au nord de Bure que « l'accompagnement économique » apparaît dans toute son absurdité. Face aux avatars rutilants du GIP « Objectif Meuse » – la salle des fêtes, vide, et son parking, vide – s'étendent les champs jaunes de colza et la route qu'arpeunte un Land Rover de la gendarmerie. C'est là que repose la sculpture de Jacques, offerte à la commune, pièce de musée avant même d'avoir été inaugurée : un couple de pierre danse, dans le vide.

NOTES

1. Les prénoms suivis d'un astérisque ont été changés.

2. « La désertification du territoire : 1954-1990 », Louis Chauvel, *Revue de l'OFCE*, 1994.

3. « Poudreuse dans la Meuse », Arte Radio, 2014.

4. « "L'agriculture se porte de plus en plus mal" », entretien avec Philippe Thomas, propos recueillis par Aurélien Glabas, *L'Est républicain*, 20 fév. 2018.

5. Selon les mots de François Loos, ancien ministre délégué à l'Industrie. « Gestion des matières et des déchets radioactifs ». Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi. Première séance du jeudi 6 avril 2006 de l'Assemblée nationale.

6. Débat public sur la gestion des déchets radioactifs, réunion publique du 15 septembre 2005 à Pont-du-Gard.

7. « Rapport sur la gestion des déchets nucléaires à haute activité », Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Assemblée nationale, 1990.

8. *Ibid.* Sur le concept d'acceptabilité sociale, lire « L'art de faire avaler la pilule. Enquête sur l'acceptabilité sociale », Clark Kent & Lois Lane, *Revue Z*, n° 1, 2009.

9. Sans quoi « *il sera très difficile de convaincre les populations concernées que l'unique laboratoire ne sera pas transformé en dépôt* », note le rapport.

10. D'après Claude Birraux, ancien rapporteur de la Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, « Gestion des matières et des déchets radioactifs », *ouvr. cité.*

11. Les citations proviennent des comptes rendus des débats sur la loi du 28 juin 2006 relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs et sur loi du 25 juillet 2016 précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue.

12. Ségolène Royal, ancienne ministre de l'Environnement, a estimé le coût du projet à 25 milliards d'euros. Un groupe de travail composé de l'État, de l'Andra et des producteurs de déchets a évalué le coût entre 13,5 et 16,5 milliards en 2004. D'après les dernières estimations de l'Andra, Cigéo coûtera 34,5 milliards d'euros.

13. « Perquisitions et répression à Bure : le silence de Nicolas Hulot », Sophie Chapelle, *BastaMag*, 22 sept. 2017.

14. « Bure : le gouvernement joue la carte de la concertation », Pierre Le Hir, *Le Monde*, 9 mars 2018.

15. « Le débat sur l'enfouissement des déchets nucléaires tourne court à Bure », Clara Beaudoux, *France Info*, 23 mai 2013 ; « Faux débat public Cigeo/BURE : Décideurs sourds et citoyens jamais entendus, la fracture se confirme », Réseau Sortir du Nucléaire, 13 fév. 2014...

16. Bertrand Pancher, député de la Meuse, lors du débat de la loi de 2016 sur le stockage en couche géologique des déchets radioactifs.